

Intersyndicale CFDT - FO - SUD- CGT du Trésor de Loire-Atlantique

CTPL du 13 octobre 2008

Saint-Philbert - Saint-Etienne : **rien n'est perdu, le combat continue !**

En liminaire du CTPL, les organisations syndicales ont lu la motion suivante :

Motion

**CFDT FO CGT SUD
TRESOR 44**

Monsieur le Président, l'intersyndicale du Trésor Public de Loire-Atlantique déplore que vous n'ayez pas convoqué l'expert suite à la demande qu'elle avait formulée dans le cadre des débats portant sur le point IV restructuration ou plutôt fermeture des trésoreries de Saint-Philbert-de-Grandlieu et de Saint-Étienne-de-Montluc au 1^{er} janvier 2009.

Pour justifier votre refus, vous nous indiquez avoir déjà rencontré ledit expert au cours d'une discussion franche et sincère. Aucun document ne retrace précisément votre entretien.

En outre, nous savons de la bouche même de cet expert, Conseiller général du canton de Saint-Étienne-de-Montluc, qu'il est opposé aux fermetures comme plusieurs autres élus.

Vous l'avez compris, l'Intersyndicale a manifesté par son absence au CTPL du 29 septembre 2008 son désaccord profond sur la manière dont vous traitez, ou plus précisément, maltraitez le dialogue social. Vous le savez, l'Intersyndicale Trésor de la Loire-Atlantique condamne et s'oppose aux nouvelles restructurations que vous entendiez y entériner.

Vous rencontrez les personnels pour les mettre devant le fait accompli, parfois même pour leur faire miroiter des possibilités de mutation hors département en parfaite contradiction avec les règles statutaires établies, et plus grave pour signifier à certains des reproches désobligeants sur leurs manières de servir.

Vous rencontrez les élus, vous ne les écoutez pas.

Vous convoquez les représentants des personnels à ce CTPL pour les informer que les décisions sont déjà prises et les travaux d'aménagement commencés.

Où est le dialogue social?

Entendez-vous que les personnels sont contre la fermeture de ces trésoreries ?

Entendez-vous que les élus sont contre la fermeture de ces trésoreries?

Entendez-vous que les représentants des personnels sont contre la fermeture de ces trésoreries?

Avez-vous pris en compte leurs arguments?

Car il n'est pas vrai que les citoyens bénéficieront avec ces fermetures d'un meilleur service public.

Car il n'est pas vrai que ces fermetures mettront "l'usager au cœur des préoccupations de l'administration".

Nous en sommes très loin, il faudrait pour cela que l'Etat soit prêt à dialoguer avec les élus du peuple.

Nous le savons vos arguments vont encore une fois porter sur les nouvelles technologies, le petit nombre d'usagers, l'accès à Internet "qui est loin d'être effectif partout", etc ... de bien jolis discours qui n'ont en réalité qu'un seul et unique objectif : réduire les coûts et par là même les effectifs.

L'Etat doit garantir une égalité entre les citoyens et son devoir est d'offrir un même service, à tous, dans le cadre d'une concertation avec toutes les intervenants, les élus notamment et si l'Etat cherche à faire des économies, qu'il prenne davantage de réflexion avant d'engager des réformes qui éviterait par exemple les installations et réinstallations de nos collègues, chaque fois source de dépense conséquentes liées aux rénovations des locaux et aux déménagements successifs !

Dans l'immédiat, ici, dans ce CTPL, il faudrait que le Président soit prêt à dialoguer avec les représentants des personnels.

C'est à dire que tous les représentants puissent dans la sérénité donner leur analyse et que vous leur répondiez avec des vrais arguments.

Vous commettez à notre sens une erreur, malheureusement dommageable pour le service public, en voulant supprimer ces trésoreries.

Nous sommes là aujourd'hui ! Notre présence est-elle bien utile ? nous aurons beau voter contre, le dernier mot vous reviendra !

Etes-vous prêt à surseoir à la fermeture de Saint-Philbert-de-Grandlieu et de Saint-Étienne-de-Montluc ?

Réponse du TPG concernant les élus :

Il a rencontré les élus dès le printemps : il n'y en aurait eu que deux qui se seraient d'emblée opposés aux fermetures. Le TPG a rédigé un courrier d'explication, "dont il est *très fier*" au maire de Saint-Philbert, qui comme elle est *"intelligente"*, a compris ses projets.

Analyse des organisations syndicales :

Quelle considération du TPG pour les élus et surtout pour lui-même !

Nous avons rencontré la plupart des élus. Le TPG nous affirme avoir présenté son projet et ne pas avoir rencontré d'opposition. Les élus ont eu le sentiment de n'avoir reçu qu'une première information avant de recevoir le projet définitif ... qu'ils attendent toujours !

De nombreux élus se sont finalement prononcés contre ces fermetures. Par exemple, nous avons souligné l'opposition du maire de Vigneux.

Le TPG a balayé cette position d'un revers de manche : si cet élu s'est opposé à la fermeture, c'est simplement parce qu'en tant que socialiste il fait une "opération politique" (sic). Est-ce à dire que les élus de droite qui se montrent favorables aux fermetures de trésoreries font aussi des opérations politiques ?

Nous comprenons pourquoi le TPG a refusé notre expert (le conseiller général de Saint-Etienne-de-Montluc) : il n'aurait pas pu se permettre de tenir ces propos en sa présence.

Par ailleurs, on peut signaler la position des élus du Pays-de-Retz, soulignée par un courrier qu'ils ont adressé au Préfet le 3 octobre 2008 :

- *"Le service aux personnes (notamment personnes âgées et fragilisées) nous préoccupe : jamais la télématique ne remplacera les hommes et les femmes au guichet d'une administration,*
- *Comment arguer des nouvelles technologies alors que nos concitoyens -de plus en plus nombreux- sont confrontés à l'impossibilité de bénéficier de l'ADSL parce qu'ils sont « multiplexés » ?*
- *Le choix de faire de Pornic un SIP important, méconnaît les habitudes des usagers de l'Ouest de notre Pays qui ne se rendent à Pornic que pour leurs loisirs. Cette ville n'exerçant sur le Pays de Grand Lieu, Machecoul et Logne aucune attractivité commerciale, économique ou de services. (...)*

Ces points (...) nous paraissent devoir être éclaircis devant l'ensemble des élus du pays, avant que des décisions irréversibles ne soient prises. Aussi, je vous remercie par avance de votre déplacement parmi nous."

Les organisations syndicales exigent du TPG le respect de la position des élus. Elles demandent donc à surseoir à la fermeture de ces deux trésoreries en attendant le passage du Préfet dans le Pays de Retz.

Réponse du TPG concernant nos collègues :

Il a rencontré les agents par deux fois, il les reverra encore. Certains collègues demandent à être mutés prioritairement vers la Vendée à l'occasion de cette restructuration. Le TPG nie s'être engagé sur la possibilité de leur donner satisfaction. Il a reconnu que c'est en fait impossible.

Analyse des organisations syndicales :

Nous avons rencontré tous les collègues. Ils ne nous ont pas donné la même version de leur entrevue avec le TPG. Cela nous conforte dans notre exigence d'être présents lors des rencontres préalables aux fermetures de postes, a minima en tant qu'observateurs. Notre présence permettrait d'éviter la pression hiérarchique, même involontaire, sur les collègues. Cela, ce serait du vrai dialogue social !

Par ailleurs, nous rappelons que des règles avaient été actées en CTPL pour les collègues affectés par des restructurations. Ainsi, les collègues pourraient être mutés en Loire-Atlantique en priorité et même en surnombre (par rapport à l'ORE, pas par rapport aux tâches réelles), et selon leurs vœux. Nous rappelons au TPG cet engagement.

Réponse du TPG concernant vos représentants :

- Les organisations syndicales ont été informées du projet "au plus tôt".
- Le TPG réaffirme en outre : *"les trésoreries ne sont pas gérables à trois, quatre ou cinq agents, voire plus, mais je m'arrête là".*

- Selon lui, le combat des organisations syndicales est "archaïque" : *le Trésor Public n'est plus un service de proximité, mais d'accessibilité*. Il existe des moyens modernes de communication : "téléphone, fax, (quels moyens modernes !), "en ligne".
- "Les distances ajoutées ne sont pas considérables (5, 10 ou 15 km)."
- "Tout le monde prend sa voiture pour aller au cinéma, au théâtre ou pour faire ses courses".

Analyse des organisations syndicales :

Dans les faits, les syndicats n'ont été informés de ces projets les derniers, que le 26 juin ! Et encore, parce qu'ils ont insisté allant jusqu'à quitter en cours de route le CTPL du mois de mai !

Nous ne faisons pas le même calcul que le TPG dans l'évaluation des effectifs des postes. Il ne comptabilise pas par exemple les chefs de postes et les femmes de ménage.

Le TPG semble ignorer que tout le monde n'a pas la possibilité financière d'acquérir un ordinateur et une connexion haut débit à l'Internet. De plus, le haut débit n'est pas disponible partout - par exemple à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu !

Tout le monde ne va d'ailleurs pas au théâtre et au cinéma, encore moins dans la période actuelle. Il n'a apparemment pas conscience de la situation de précarité dans laquelle se trouve de plus en plus de nos concitoyens ! Est-ce du cynisme ou de l'inconscience ?

Et quand il parle de distances de 5, 10, 15 km, il pourra vérifier que Rezé est à 25 km de Saint-Philbert, et à 43 km de Legé ! Vigneux-de-Bretagne est pour sa part à 20 km de Savenay.

Enfin, les choix du TPG ne nous semblent pas cohérents par rapport aux implantations du service public. Avec un grand désert dans le Sud Loire.

Après une interruption de séance, l'Intersyndicale a donc décidé, bien que consciente de l'importance des autres sujets tels que le Budget, les accueils communs, les travaux immobiliers, ... de quitter le CTPL.

Nous en avons :

- **ASSEZ de cautionner implicitement la destruction de notre administration,**
- **ASSEZ du service public a minima que la Direction propose d'offrir aux usagers,**
- **ASSEZ de nous opposer en vain à la dégradation des conditions de travail de nos collègues !**
- **ASSEZ d'être tout juste écoutés mais jamais entendus.**

Nous regrettons de ne pas avoir pu évoquer les autres points prévus dans l'ordre du jour du CTPL. Nous invitons tous les collègues concernés à nous faire part de leurs interrogations et de leurs difficultés. Nous les relaierons lors du prochain CTPL, ou auparavant directement auprès de la Direction si nécessaire.

Enfin, le TPG nous a affirmé que le maillage du réseau qui résultera de la fermeture de ces deux trésoreries était raisonnable, à l'exception d'Aigrefeuille qui fermera quand elle perdra la gestion du CHS de Montbert dans deux ans.

Il nous avait dit la même chose l'an dernier, de qui se moque-t'il ?

La fermeture des trésoreries de Saint-Philbert et Saint-Etienne a été décidée en CTPL. Mais pour nous, le combat continue ! La décision finale revient au Ministre des Finances. Nous multiplierons les initiatives pour contrer ces projets de fermetures, en liaison avec les élus et les populations.